

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne
Service prévention des risques anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 21/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group

QUAI DU GENERAL SARRAIL
BP 12
10400 Nogent-Sur-Seine

Références : -

Code AIOT : 0005702038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2025 dans l'établissement Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group implanté Quai Sarraill 10400 Nogent-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 01/01/2013, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission au titre de la combustion de combustible dans des installations dont la puissance calorifique totale est supérieure à 20MW.

La visite d'inspection se base sur les dernières versions de plans approuvés (versions n°5 du 20/03/2023 du plan méthodologique de surveillance et n° 31 du 26/11/2024 du plan de surveillance). Au titre de l'article 47 du règlement CE 2018/2066, le site est une installation faiblement émettrice bénéficiant de diverses exemptions.

50 % de l'allocation provient de la chaleur consommée et 50 % provient des TJ de combustibles consommés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Soufflet Agriculture, Soufflet Malt, S.Energies et InVivo Group
- Quai Sarraill 10400 Nogent-sur-Seine
- Code AIOT : 0005702038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de NOGENT SUR SEINE - PORT, situé quai Sarraill, abrite le siège historique du groupe SOUFFLET et, entre autre, des unités de fabrication de malt et de stockage de céréales exploitées par MALTERIES SOUFFLET (fabrication de malt) et SOUFFLET AGRICULTURE (stockage de céréales). La situation de l'établissement lui permet de profiter du transport fluvial sur la Seine pour ses activités de négoce de céréales. Le site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°PCICP2025106-0002 du 16 avril 2025 recodifiant les arrêtés antérieurs.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de ses prochaines déclarations, l'exploitant devra prendre en compte les remarques du rapport de vérification du 27/03/2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
6	Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Apport en	Règlement européen du 19/12/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	combustible (biomasse)	article article 38 Règlement FAR 2019/331	
3	Détermination des données d'activité des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066	Sans objet
4	Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable	Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2 Règlement FAR 2019/331	Sans objet
5	Programme métrologique pour la détermination des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'intégralité des instruments mesure nécessaire à la détermination des niveaux d'activité ne font pas l'objet d'un suivi métrologique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p>

<p>1. Informations générales concernant l'installation : (...) d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prod-com; <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le diagramme des flux mentionne 8 unités techniques (3 chaudières 6 MW + 6,96MW + 0,511 MW ; 3 séchoirs 10,6 MW + 7,8 MW + 5,85 MW ; 6 brûleurs Varinox 25,5 MW), , les combustibles (gaz + biomasse) , les productions , 4 sous -installations (1BM chaleur CL + 1 BM chaleur non CL + 1 BM combustible CL + 1 BM combustible non CL) ,les instruments de mesure, les flux aller d'énergie à l'exception des flux de retours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans une version du diagramme, l'exploitant devra faire apparaître l'intégralité des flux d'énergie aller et retour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Apport en combustible (biomasse)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article article 38 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant peut déterminer les données d'activité d'un flux de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro sans recourir aux niveaux et sans fournir d'analyse attestant la teneur en carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro , si le flux est exclusivement constitué de carbone dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro et si l'exploitant peut garantir qu'il n'est pas contaminé par d'autres matières ou combustibles.</p>

Le facteur d'émission de chaque combustible ou matière qui figure dans la déclaration est obtenu en multipliant le facteur d'émission préliminaire déterminé conformément à l'article 30 par la fraction fossile du combustible ou de la matière.

(.....)

4. Lorsque la fraction de la biomasse dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro de combustibles ou matières mixtes est supérieure ou égale à 97 % ou que, du fait de la quantité d'émissions associée à la fraction fossile du combustible ou de la matière, les conditions caractérisant un flux de minimis sont réunies, l'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à appliquer des méthodes ne reposant pas sur des niveaux, et notamment la méthode du bilan énergétique, pour déterminer les données d'activité et les facteurs de calcul pertinents.

5. Les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse satisfont aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et 10, de la directive (UE) 2018/2001, afin d'être comptabilisés dans la fraction issue de la biomasse d'un flux dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro.

Toutefois, les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse produits à partir de déchets et de résidus, autres que les résidus de l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture, ne doivent remplir que les critères énoncés à l'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001. Le présent alinéa s'applique également aux déchets et résidus qui sont d'abord transformés en un produit avant d'être transformés ensuite en biocarburants, bioliquides et combustibles issus de la biomasse.

(.....).

Les critères établis à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'appliquent quelle que soit l'origine géographique de la biomasse.

L'article 29, paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 s'applique à une installation telle que définie à l'article 3, point e), de la directive 2003/87/CE.

Le respect des critères fixés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et paragraphe 10, de la directive (UE) 2018/2001 est évalué conformément aux dispositions de l'article 30 et de l'article 31, paragraphe 1, de ladite directive. Les critères peuvent également être considérés comme respectés si l'exploitant apporte la preuve de l'achat d'une quantité de biocarburant, de bioliquide ou de biogaz liée à l'annulation de la quantité correspondante dans la base de données de l'Union créée conformément à l'article 31 bis ou dans une base de données nationale créée par l'État membre conformément à l'article 31 bis, paragraphe 5, de ladite directive. En cas de non-respect ultérieur des exigences relatives à la preuve de la durabilité des quantités annulées dans les bases de données susmentionnées, l'autorité compétente corrige les émissions vérifiées en conséquence.

Lorsque la biomasse utilisée n'est pas conforme au présent paragraphe, sa teneur en carbone est considérée comme du carbone fossile.

(.....)

Constats :

Dans sa dernière déclaration CO₂, l'installation a consommé 7 848,30 tonnes de biomasse. Cette dernière a la particularité d'être exclusivement de la poussière de céréales issue d'une autre entreprise (société Soufflet Agriculture).

Elle est utilisée sur site depuis 2012. Sa durée de stockage est d'environ une semaine avant utilisation.

Sur site, l'inspection a constaté le stockage du combustible sous abri ainsi que dans 3 boisseaux (3 x 300 m³) sans autre remarque.

La biomasse n'est pas soumise aux dispositions de la directive RED II.

Le combustible a un facteur d'émission nul.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détermination des données d'activité des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 27 Détermination des données d'activité Règlement MRR 2018/2066

Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions

Prescription contrôlée :

1. L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes:

a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions;

b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks.

2. Aux fins du paragraphe 1, point b), la quantité de combustible ou de matière transformée au cours de la période de déclaration est calculée en déduisant de la quantité de combustible ou de matière reçue au cours de la période de déclaration la quantité de combustible ou de matière sortie de l'installation, et en y ajoutant la quantité de combustible ou de matière en stock au début de la période de déclaration, moins la quantité de combustible ou de matière en stock à la fin de la période de déclaration.

(...)

Constats :

Pour déterminer la quantité de biomasse (poussière de céréales) consommée, l'exploitant effectue un rétrocalcul à partir de l'énergie produite. Plus précisément : tonnes de poussières = MWh PCI fournis / (rendement de la chaudière x PCI de la poussière).

L'exploitant a présenté le contrat de vente où il est indiqué le pouvoir calorifique de la poussière (3,8 t/ MWh).

La chaudière biomasse est équipée d'un intégrateur MID 2025 (Index entrant - index sortant).

S'agissant de la consommation de gaz, elle est déterminée à partir des factures d'achat du fournisseur.

L'exploitant a présenté les factures demandées où il est mentionnée la consommation en MWh.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détermination des quantités nettes de chaleur mesurable

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article ANNEXE VII points 7.1 et 7.2

Règlement FAR 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Annexe VII Méthodes de surveillance des données 7. Règles de détermination de la chaleur mesurable nette 7.1.Principes</p> <p>Toutes les quantités de chaleur mesurable indiquées se rapportent à la quantité nette de chaleur mesurable, déterminée comme le contenu calorifique (enthalpie) du flux thermique transmis au procédé consommateur de chaleur ou à l'utilisateur externe, diminué du contenu calorifique du flux de retour. Les procédés consommateurs de chaleur qui sont nécessaires au fonctionnement du système de production et de distribution de chaleur, tels que le dégazage, la préparation d'eau d'appoint et les purges régulières de vapeur, sont pris en compte dans le rendement du système thermique et ne peuvent donc pas être considérés comme des procédés consommateurs de chaleur ouvrant droit à une allocation. Lorsque le même milieu caloporteur est utilisé de manière consécutive dans plusieurs procédés et que sa chaleur est consommée à partir de différents niveaux de température, la quantité de chaleur consommée par chaque procédé consommateur de chaleur est déterminée séparément, sauf si les procédés en question relèvent de la même sous-installation. Le réchauffage du milieu caloporteur entre des procédés consommateurs de chaleur consécutifs devrait être traité comme une production de chaleur supplémentaire.(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis 2019, l'exploitant a déclaré 2 % de perte forfaitaire de chaleur. Sur site, l'inspection a constaté que la chaudière Malterie 1 se situe en dessous de la Touraille Malterie 1 et que par conséquent les pertes sont quasi nulles. Par contre, la chaleur produite par la chaudière biomasse se situe à environ 100 mètres des unités consommatrices de chaleur (canalisation du fluide caloporteur en extérieur).</p> <p>La perte forfaitaire de 2 % ne sera plus acceptée par l'état-membre. Il appartient à l'exploitant d'évaluer les pertes de chaleurs.</p> <p>Dans sa procédure relative à la surveillance des flux d'énergie et des émissions, l'exploitant déclare appliquer pour le flux de chaleur mesurable nette de la chaudière Malterie 1, le calcul d'une valeur représentative sur la base d'un rendement mesuré . L'exploitant n'a pas été mesure de justifier du dernier rapport de contrôle d'efficacité énergétique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>l'exploitant devra réaliser un calcul sur les pertes . De plus, il devra transmettre dans les meilleurs délais le dernier rapport de vérification annuel relatif au rendement de la chaudière Malterie 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Programme métrologique pour la détermination des émissions

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 60 Règlement 2018/2066
Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Emissions
Prescription contrôlée :

<p>Article 60 Assurance de la qualité</p> <p>1. Aux fins de l'article 59, paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que l'ensemble de l'équipement de mesure utilisé est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant son utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, conformément aux exigences du présent règlement et proportionnellement aux risques mis en évidence. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le compteur général de gaz a un contrôle périodique valide.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement FAR 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, SEQE – Niveaux d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle (...)</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour déterminer la donnée d'activité des 2 BM combustibles et une partie de la donnée du BM chaleur , l'exploitant utilise des sous-compteurs gaz. Sur site, l'inspection a constaté que ces derniers ne font pas l'objet d'un suivi métrologique. La chaudière biomasse est équipée d'un intégrateur MID 2025 (Index entrant - index sortant). Par contre, l'exploitant n'a pas pu justifier le rendement mesuré de la chaudière Malterie 1.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre dans les meilleurs délais à l'inspection quotas le dernier rapport de contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière Malterie 1.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>